



dailydigest PGIS'05

Introduction

Ils étaient cent soixante participants, venus de cinquante pays du monde, issus de cultures et de professions diverses, réunis au « Kenya College of Communication of Technology » de Nairobi (Kenya) à deux pas du célèbre Parc national de Nairobi. Le but de cette rencontre ? Échanger des idées, trois jours durant, sur la Gestion participative et la communication de l'information spatiale.

C'est grâce à l'appui financier du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) et d'autres bailleurs de fonds tels que la Fondation Ford, le Christensen Fund et l'ITC que cette conférence a pu avoir lieu.

Composés de chercheurs, de représentants des communautés rurales et d'ONG, l'assemblée s'apprêtait à vivre une journée des plus passionnantes. Étaient également présents à cette conférence le directeur du CTA, Dr. Hansjörg Neun, le directeur de l'IIRR-East Africa, Dr. Isaac Bekalo, le directeur du RCMRD, Dr. Wilbur Ottichilo et le célèbre spécialiste du développement rural, Dr. Robert Chambers.

Points forts de la journée

Après les différents exposés de la matinée, les participants se sont répartis en trois groupes de travail pour discuter des questions concernant les



« Environnements favorables et défavorables aux Systèmes d'information géographique (SIG) participatifs ». En suivant une méthodologie « boule de neige », les facilitateurs ont aidé les participants à identifier les principaux facteurs de réussite d'un système de gestion participative et de communication de l'information spatiale.

Les travaux de la journée ont permis de faire émerger plusieurs enjeux importants.

Établir des partenariats pour surmonter les obstacles juridiques



Les participants se souviendront longtemps de l'exposé de Dave De Vera, directeur exécutif de la Philippine Association for Inter-Cultural Development (PAFID), sur les stratégies nécessaires à une amélioration notable de la Gestion participative et la communication de

l'information spatiale. Prenant exemple des Philippines et de la Malaisie, M. De Vera a expliqué avec force détails comment les communautés locales travaillent en partenariat avec les ONG internationales pour dénoncer les carences juridiques en matière d'occupation des sols et de régime foncier, et faire valoir leur propre vision de la loi dans ce domaine.

« Nous devons nous engager, de manière proactive, dans des accords de partenariat avec les gouvernements nationaux, pour donner à la cartographie un cadre 'juridique' approprié ».

Dave De Vera

Créer un environnement favorable à une organisation sociale participative

Mac Chapin de l'Environmental Law Institute (ELI) a évoqué les obstacles rencontrés par les populations qui veulent mettre en place leurs propres systèmes cartographiques communautaires. Il a également mis l'accent sur la nécessité de créer un environnement propice à une organisation sociale participative.



« Les projets participatifs sont des projets de développement social, au profit des communautés de base... Ils ne sont pas axés sur le transfert de technologie mais sur les problèmes d'organisation que ces communautés doivent résoudre... Les projets de SIG participatif sont des projets de développement social, avec une composante technique ».

Mac Chapin

Mettre à profit notre riche héritage au service de la cartographie participative



Dans son exposé, Robert Chambers est revenu sur l'historique de la cartographie participative, sa rapide évolution, sa vulgarisation et la multiplicité de ses applications – pas seulement dans la gestion des ressources naturelles mais aussi dans divers autres domaines. M. Chambers a rappelé que c'est au croquis cartographique des années 80 que l'on doit aujourd'hui le SIG participatif, devenu un outil sophistiqué des technologies modernes de gestion et de communication de l'information spatiale. Il a néanmoins insisté sur le fait que :

« Ce serait une erreur de faire tomber l'échelle qui nous a permis de monter jusqu'ici... Ce serait une erreur de considérer comme primitif le croquis cartographique par rapport au SIG participatif ».

Robert Chambers

Une communauté bien informée sait anticiper l'émergence des conflits et s'adapter aux situations engendrées

Pour Albertus Pramono du réseau Indonesia Mapping Network (JKPP), les communautés bien informées sont capables d'anticiper et de s'adapter à l'émergence des conflits grâce à l'usage de la cartographie par SIG participatif ; il a prévenu cependant que, pour ce faire, il leur faut avoir une compréhension parfaite de certains enjeux importants.

« L'adoption des technologies de l'information spatiale devrait s'accompagner d'une parfaite compréhension des implications en matière d'éthique, d'organisation et de pouvoir ».

Albertus Pramono

Renforcer les capacités et se servir des cartes comme moyen de transmission des connaissances spatiales

Peter Poole a partagé avec les participants son expérience dans la cartographie foncière en Amérique latine. Après avoir expliqué la pratique de la cartographie dans des pays tels que le Brésil, l'Équateur et la Guyane, il a posé la question de savoir comment garantir la pérennité de la cartographie foncière.

Conclusion

Cette première journée fut vraiment passionnante. La conférence a largement été couverte par les médias nationaux, télévision et presse écrite confondues. Elle s'est terminée par un débat très animé sur les problèmes émergents qui transcendent les frontières. Et un participant de noter : « ce que je considérais comme un problème spécifique aux SIG participatifs en Afrique se pose, en réalité, dans tous les pays du monde ».

Équipe de rédaction :

Holly Ashley, Kaplich Barsito, Sarah Bel, Rerimoi Chemjor, Jon Corbett, Eva Dossche, M'Lis Flynn, Sospeter Gatobu, Pooya Ghoddousi, Winnie Ogunde et Giacomo Rambaldi.

